



## Actes de la conférence internationale

*ENJEUX et PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES en AFRIQUE  
FRANCOPHONE*

**Dakar, 4-5-6 février 2019**

---

### **Moteurs de l'économie informelle en Côte d'Ivoire**

Kolotioloma Innocent YEO

Doctorant, chercheur, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte  
d'Ivoire, Cellule d'Analyse de Politiques Économiques du CIRES<sup>1</sup>  
(CAPEC)

ykihamed@outlook.fr

---

**RÉSUMÉ** *Ce papier analyse l'effet de l'environnement macroéconomique sur la croissance de l'économie informelle en Côte d'Ivoire sur la période 1980-2016. En utilisant une variante des modèles d'équation structurelle, il ressort que l'évolution des activités informelles a une tendance de long terme haussière marquée par des successions de pic et de creux relativement en phase avec les performances macroéconomiques de la Côte d'Ivoire. Les moteurs de l'économie informelle en Côte d'Ivoire sont : la pression fiscale, le développement du système financier et l'ouverture commerciale. Cette étude montre également l'effet négatif de l'économie informelle sur le taux de croissance du PIB réel par tête.*

**MOTS CLÉS** *Surqualification en emploi ; évolution dans le temps ; modèle âge-période-cohorte ; Québec*

*Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes substantives de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.*

Pour citer ce document :

Yeo, K. I. 2019. « Moteurs de l'économie informelle en Côte d'Ivoire », dans *Enjeux et perspectives économiques en Afrique francophone* (Dakar, 4 – 6 février 2019). Montréal : Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal, 721-734 pages.

---

<sup>1</sup> CIRES : Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale

## 1. INTRODUCTION

L'économie informelle occupe une place non négligeable dans l'économie de la Côte d'Ivoire dans la mesure où elle représente entre 30% et 40% du PIB (FMI, 2017). Par ailleurs, elle emploie la quasi-totalité de la population active. En effet, les statistiques récentes indiquent que 93,6% des emplois en Côte d'Ivoire sont issus du secteur informel (ENSESI<sup>2</sup>, 2016). Le secteur informel joue aussi un rôle d'amortisseur social étant donné le taux de chômage et l'emploi qu'il crée. Mais l'activité informelle génère des externalités négatives considérables. En effet, ce secteur contribue faiblement aux recettes fiscales soit 1% selon le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE). Les entreprises formelles supportent donc la quasi-totalité du poids de la fiscalité.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) plus de 700 millions de travailleurs informels de par le monde vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. La pauvreté contraint à travailler dans le secteur informel, cependant il crée une trappe à pauvreté étant donné les faibles revenus que les emplois informels génèrent (Rapport BIT, 2002).

Face à l'échec de l'État à pouvoir formaliser l'économie et compte tenu de sa persistance et de son poids, l'objectif de cette étude est double. Ce papier revisite les moteurs de l'économie informelle et estime son poids pour la Côte d'Ivoire sur la période 1980-2016.

Les données de l'analyse proviennent du Tableau des Opérations Financière de l'État (TOFE), de la base de données WDI de la Banque Mondiale et de la base de données de Fond Monétaire International (FMI). A partir d'une variante des modèles d'équations structurelle (Multiple Indicateurs Multiple Causes), incluant des variables inobservées (économie informelle), nous utilisons la méthode du maximum de vraisemblance pour déterminer les moteurs de l'économie informelle. L'estimation de la taille de cette économie est effectuée à partir des moteurs identifiés. Il ressort que la pression fiscale et l'ouverture commerciale ont un effet positif sur la croissance des activités informelles. Le développement financier a tendance à réduire la croissance de cette économie. Les estimations de l'évolution de l'économie informelle sont relativement en phase avec le contexte macroéconomique de la Côte d'Ivoire.

---

<sup>2</sup> Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel

La suite de ce papier est organisée de la manière suivante. La section 2 présente la revue de la littérature. La section 3 expose la méthodologie mis en œuvre. Elle décrit les données et leurs sources et présente le modèle adopté. La section 4 est consacrée à la présentation des principaux et la section 5 conclut l'article.

## 2. REVUE DE LITTÉRATURE

Divers facteurs favorisent l'expansion de l'économie informelle. Cette section est une synthèse de quelques travaux relatifs aux déterminants de l'économie informelle. Globalement la littérature empirique indique que l'informalité d'une économie est souvent liée à des facteurs économiques, institutionnels et sociologiques.

La qualité des institutions, la bonne gouvernance et les régulations jouent un rôle crucial dans l'expansion des activités informelles. Selon Hassan et Schneider (2016), la qualité des institutions influence la croissance des activités informelles. En effet, avec des institutions fortes, il devient plus difficile de contourner le système. C'est dans cette logique que Ouédraogo (2017) met en évidence le lien étroit existant entre la gouvernance, la corruption et l'économie informelle. Pour cet auteur, un mauvais cadre institutionnel favorise l'accroissement du secteur informel. Ces arguments sont également partagés par Medina et al. (2017). Ils estiment qu'une amélioration du cadre institutionnel en particulier de l'état de droit contribue à réduire les activités informelles. S'agissant des régulations, Schneider et al (2010) précise que les réglementations sur le marché du travail sont à la base des activités informelles. Dans la même veine, Abdih et Medina (2013) démontrent que les réglementations excessives sur les marchés financiers sont à l'origine de l'informalité.

Les facteurs démographiques sont déterminants dans la compréhension de l'économie informelle. En effet, la croissance démographique ainsi que l'urbanisation renvoient aux questions de main d'œuvre. Selon la théorie dualiste, l'excédent de main d'œuvre sur le marché du travail (formel) intègre le secteur informel. Les travaux de Elgin et Oyvat (2013) montrent qu'il existe une relation en forme de U inversée entre le niveau d'informalité et le taux d'urbanisation. Dans le même ordre d'idée, Othmane et Mama (2016) indiquent que l'urbanisation au Maroc a tendance à faire augmenter les activités informelles.

Par ailleurs, la mondialisation influence l'économie informelle. Selon les travaux récents de Medina et al (2017), lorsque les échanges internationaux s'intensifient, les activités informelles ont tendance à baisser. Toutefois, le sens de la relation est largement discuté

dans la littérature. Les effets de l'ouverture commerciale sur les activités informelles dépendent, dans une large mesure, des circonstances propres à chaque pays. En effet, une étude conjointe du Bureau international du Travail et du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (2009) précise que l'ouverture commerciale a renforcé les activités informelles en Colombie, l'a réduite au Mexique et n'a eu aucun effet mesurable sur l'informalité au Brésil.

Le besoin de subsistance est un facteur déterminant de pratique informelle. L'étude de Iguidia et al. 2016 indique que certains acteurs sont contraints par leurs conditions sociales à travailler dans le secteur informel. La conjoncture influence l'évolution de l'économie informelle. En effet, les indicateurs tels que l'inflation, la croissance économique et le chômage affectent l'économie informelle. Les travaux de Aspilaire (2014) montrent que la croissance du PIB par tête et l'inflation sont des facteurs explicatifs de la croissance de l'économie informelle en Haïti. Dans la même veine Bounoua et al (2012) indiquent que la non-maîtrise des prix conduit à l'émergence d'activités informelles en Algérie.

Les crises impactent également l'activité économique informelle. En effet, le rapport du BIT (2002) souligne que la crise financière de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix a occasionné dans les pays asiatiques et particulièrement en Thaïlande une montée des activités informelles. Cependant, certaines réformes aux crises économiques conduisent à l'accroissement des activités informelles. C'est dans ce sens que Sani (2009) présente le secteur informel comme étant la résultante des programmes d'ajustement structurel (PAS) dans les pays en développement.

Par ailleurs, Din (2016) dans son étude sur l'économie Malaisienne, met évidence les dépenses publiques, la croissance économique et le développement financier comme facteurs explicatifs de la croissance des activités informelles. Il aboutit aux mêmes conclusions que Aspilaire (2014) quant à la relation négative entre l'économie informelle et la croissance économique. Cependant, sur les dépenses publiques, les recherches de Din (2016) sont opposées à celle de Bounoua et al (2012). En effet, pendant que Din indique une relation négative, Bounoua et al (2012) trouvent une relation positive entre le secteur informel et les dépenses publiques dans le cas de l'Algérie. On note également que l'importance du secteur agricole (Hassan et Schneider, 2016 ; Elshamy, 2015) et la présence d'entreprises multinationales (Smith et Thomas (2015) contribueraient à accroître le secteur informel.

À travers cette littérature il ressort que les déterminants de l’informalité varient d’une zone géographique à une autre. Au regard des caractéristiques de l’économie ivoirienne, quels sont les moteurs de l’économie informelle ?

### 3. MÉTHODOLOGIE DE L’ÉTUDE

#### 3.1. Source des données

Les données utilisées sont annuelles et couvrent la période de 1980 à 2016. Elles sont issues de plusieurs sources à savoir la base de données WDI de la Banque Mondiale, les données du Fonds Monétaire Internationale (FMI) et du TOFE de la Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO). Les variables de cette étude sont le taux de pression fiscale, l’indice de développement financier, l’indice Polity IV, le degré d’ouverture commerciale, la valeur ajoutée agricole, l’inflation, le PIB réel par tête, les agrégats monétaire M0 et M1. Le taux de pression fiscale est le rapport entre les recettes fiscales et le PIB. L’indice de développement financier est un classement relatif des économies sur la profondeur, l’accès et l’efficacité de leurs institutions financières et marchés financiers. La valeur de l’indice est comprise entre 0 et 1. Une valeur égale à 1 un indique un développement financier total. L’indice Polity IV est un proxy de la qualité des institutions. Il a une valeur comprise entre -10 (autocratie) et +10 (démocratie). La valeur ajoutée agricole (en pourcentage du PIB) permet de capter l’importance de l’agriculture dans l’économie. Le degré d’ouverture est obtenu par la moyenne des importations et des exportations rapportée au PIB. Le PIB par tête pris en logarithme (pour des questions d’échelle) et le rapport entre l’agrégat monétaire M0 et M1 captent les effets de l’économie informelle. Elles représentent donc ses indicateurs, tandis que les autres variables représentent ses potentielles causes.

Toutes les variables de l’étude non stationnaire ont été stationnarisé avant les estimations économétriques.

#### 3.2.L’approche MIMIC

L’approche MIMIC a été mobilisée, car elle se sert de l’association entre les causes et les effets de l’économie informelle pour l’estimer. Il s’agit d’un cas particulier des modèles d’équations structurelles à variables latentes<sup>3</sup>. Dans notre cas, l’économie informelle est

---

<sup>3</sup> Les modèles à équation structurelles sont des modèles qui mettent en relations des variables observées et des variables non observés (variable latente)

considérée comme une variable latente, car elle n'est pas directement mesurable. Cette approche repose sur deux types d'équations. Il s'agit d'une équation structurelle et de mesure. L'équation structurelle relie l'économie informelle et ses causes et l'équation de mesure relie l'économie informelle à ses indicateurs.

$$\text{Equation structurelle : } \eta_t = \gamma' x_t + \varepsilon_t$$

$$\text{Equation de mesure : } y_t = \lambda \eta_t + \omega_t$$

Avec  $\eta$  la variable latente qui représente l'économie informelle,  $x$  et  $y$  les vecteurs de variables représentant respectivement les causes et les indicateurs de l'économie informelle.  $\varepsilon$  et  $\omega$  sont respectivement les termes d'erreurs de l'équation structurelle et de l'équation de mesure. Rappelons que les modèles d'équations structurelles peuvent être estimés à partir de l'analyse de la structure de la covariance. En fonction des équations du modèle la matrice de variance covariance se présente comme suit :

$$\Sigma = \begin{bmatrix} \lambda(\gamma' \Phi \gamma + \Theta_\varepsilon) \lambda' + \Theta_\omega & \lambda \gamma' \Phi \\ \Phi \gamma \lambda' & \Phi \end{bmatrix}$$

où  $\Phi$  la matrice de covariance des causes,  $\Theta_\omega$  la matrice de covariance du terme d'erreur de l'équation de mesure et  $\Theta_\varepsilon$  est la matrice de covariance du terme d'erreur de l'équation structurelle.

Les paramètres du modèle sont obtenus de l'estimation de cette matrice de variance covariance. Cette matrice peut être estimée à partir de la matrice de covariance empirique (S). On doit trouver un estimateur  $\hat{\Sigma}$  tel que  $\hat{\Sigma}$  et S soit le plus proche possible au sens d'une fonction à optimiser (Jakobowick, 2007). En d'autres termes, le modèle MIMIC estime la relation entre les variables observables et une variable latente (économie informelle) en minimisant la distance entre la matrice de covariance de l'échantillon S et la matrice de covariance  $\Sigma$  prédite par le modèle.

## 4. RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

### 4.1. Les déterminants de l'économie informelle

Le tableau 1 présente les résultats d'estimations. Les variables non significatives ont été retirées progressivement des régressions. Les différentes régressions sont globalement bien ajustées. En effet, les indices CFI<sup>4</sup> (Comparative fit index) et TLI<sup>5</sup> (Tucker-Lewis index) sont relativement proches de 1 et la statistique du SRMR (standardized root mean squared residual) est inférieure à 0,08 dans chaque modèle. Il ressort des estimations que le développement financier et la pression fiscale sont les déterminants de l'informalité. Une hausse du taux de pression fiscale conduit à un accroissement des activités informelles. Ce résultat est donc conforme à l'approche légaliste du secteur, à la courbe de Laffer et aux évidences empiriques (Medina et al, 2017 ; Dell'Anno, 2007, Othmane et Mama, 2016). Une hausse de l'indice de développement financier se traduit par une baisse de l'économie informelle. Cela implique qu'un secteur financier développé contribue à réduire l'informalité notamment par un accès des populations aux services financiers et bancaires.

---

<sup>4</sup> Il compare le modèle étudié au modèle d'indépendance complète. Le modèle est accepté pour une valeur de l'indice proche de 1.

<sup>5</sup> Il mesure l'augmentation de la qualité d'ajustement lorsqu'on passe du modèle de référence (*null model*) au modèle étudié. En général le modèle est accepté quand la valeur de l'indice est proche de 1.

Tableau 1 : Résultats d'estimation

Variables	MIMIC 6-1-2 (A)	MIMIC 5-1-2 (B)	MIMIC 4-1-2 (C)	MIMIC 3-1-2 (D)	MIMIC 2-1-2 (E)
<u>Causes</u>					
<b>Pression fiscale</b>	<b>0,223</b> <b>(0,242)</b>	<b>0,291**</b> <b>(0,047)</b>	<b>0,245*</b> <b>(0,051)</b>	<b>0,236**</b> <b>(0,044)</b>	<b>0,234**</b> <b>(0,040)</b>
<b>Développement financier</b>	<b>-1,706***</b> <b>(0,007)</b>	<b>-1,831***</b> <b>(0,007)</b>	<b>-1,597**</b> <b>(0,014)</b>	<b>-1,499**</b> <b>(0,021)</b>	<b>-1,667**</b> <b>(0,015)</b>
Qualité des institutions	-0,0616 (0,677)	-	-	-	-
Ouverture commerciale	0,247 (0,146)	0,270 (0,108)	0,214 (0,110)	0,162 (0,149)	-
VA agricole	0,299 (0,181)	0,311 (0,199)	0,308 (0,211)	-	-
Inflation	-0,285 (0,313)	-0,286 (0,315)	-	-	-
<u>Indicateurs</u>					
M0/M1	1	1	1	1	1
PIB par tête	-0,005** (0,013)	-0,005** (0,013)	-0,0048** (0,012)	-0,0058** (0,018)	-0,0051** (0,017)
<i>statistiques</i>					
SRMR (<8%)	0,053	0,050	0,051	0,041	0,035
Coefficient de détermination	0,764	0,767	0,716	0,594	0,583
CFI (=>1)	0,974	0,965	0,923	0,992	0,997
TLI (=>1)	0,932	0,905	0,770	0,973	0,986

Source : auteurs, à partir des résultats d'estimation

\*, \*\* et \*\*\* indiquent le seuil de significativité de 10%, 5% et 1%  
Les P-values sont entre ()

Dans le tableau 2, les sous-composantes du développement financier ont été prises en compte afin de saisir précisément la dimension du développement financier la plus pertinente à traiter pour réduire de l'informalité. Pris de façon isolé et simultanément, il ressort que la composante du développement financier la plus pertinente est l'efficacité des institutions financières. En effet des institutions financières efficaces tendent à réduire les activités informelles. Il ressort également qu'une hausse de la pression fiscale accroît les activités informelles. On note également une relation positive entre l'ouverture commerciale et les activités informelles. En effet, un accroissement des échanges commerciaux internationaux intensifie les activités informelles. Le lien entre ouverture commerciale et informalité est assez ambiguë et spécifique à chaque pays. En effet, une étude conjointe réalisée par du Bureau International du Travail (BIT) et du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2009 révèle que l'ouverture commerciale a renforcé l'informalité en Colombie, l'a réduite au Mexique et n'a eu aucun effet

mesurable sur l'informalité au Brésil. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la structure des échanges révèle que les exportations sont essentiellement basées sur les matières premières agricoles. Etant donné la prépondérance des activités informelles dans les filières agricoles, une ouverture commerciale avec une telle structure des échanges encourage donc l'activité économique informelle.

Tableau 2 : résultats d'estimation

Variables	MIMIC 4-1-2 (F)	MIMIC 4-1-2 (G)	MIMIC 4-1-2 (H)	MIMIC 6-1-2 (I)
<b>Causes</b>				
Pression fiscale	<b>0,271**</b> <b>(0,030)</b>	0,141 (0,336)	0,814 (0,186)	<b>0,242*</b> <b>(0,077)</b>
Efficacité des institutions financière	<b>-0,323**</b> <b>(0,019)</b>	-	-	<b>-0,286**</b> <b>(0,043)</b>
Efficacité du marché financier	-	-0,522 (0,395)	-	-0,032 (0,927)
Accès aux institutions financières	-	-	-1,786 (0,193)	-0,687 (0,488)
Ouverture commerciale	<b>0,287**</b> <b>(0,021)</b>	0,178 (0,302)	0,229 (0,150)	<b>0,282**</b> <b>(0,026)</b>
VA agricole	0,362 (0,157)	0,601 (0,115)	0,531 (0,134)	0,400 (0,158)
<b>Indicateurs</b>				
M0/M1	1	1	1	1
PIB par tête	-0,0044*** (0,006)	-0,0037** (0,044)	-0,0052** (0,063)	-0,0045*** (0,008)
<i>statistiques</i>				
SRMR (<8%)	0,051	0,049	0,054	0,044
Coefficient de détermination	0,712	0,447	0,458	0,721
CFI (=>1)	0,919	0,829	0,896	0,974
TLI (=>1)	0,758	0,487	0,688	0,933

Source : auteurs, à partir des résultats d'estimation, 2019

\*, \*\* et \*\*\* indiquent le seuil de significativité de 10%, 5% et 1%  
Les P-values sont entre ()

### 3.3. Estimation de l'évolution de l'économie informelle

Dans cette partie, il s'agit d'estimer la part de l'économie informelle. Rappelons que le modèle MIMIC permet d'estimer l'économie informelle en se servant de ses causes et de ses conséquences. Cette procédure consiste à convertir l'indice de l'économie informelle obtenu du modèle MIMIC pour calculer la part de l'économie informelle en pourcentage du PIB (Bounoua et al. (2012)).

Le calcul se fait selon la procédure décrite par (Dell'Anno, 2007) :

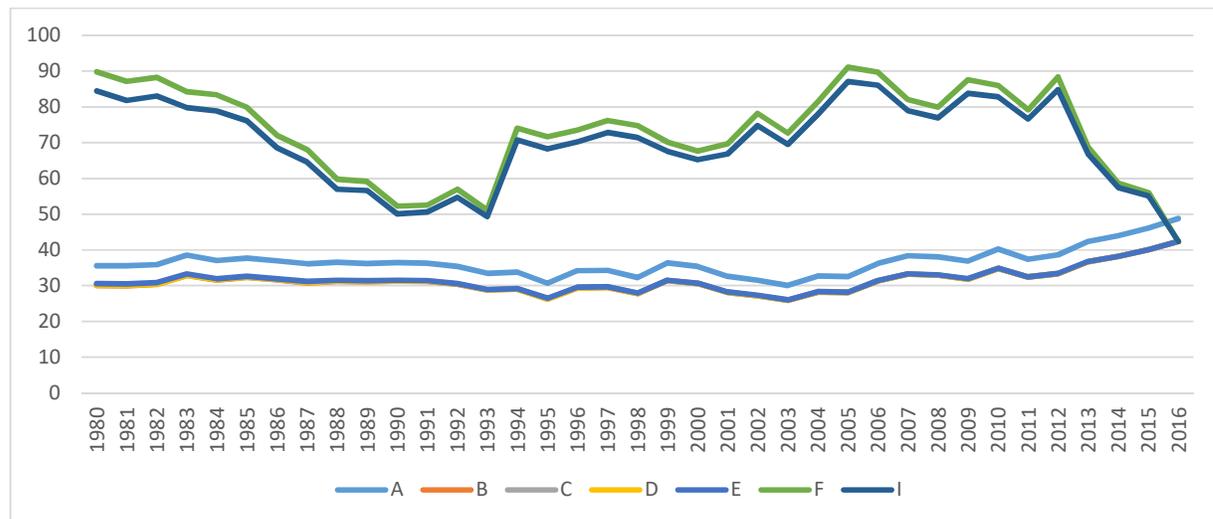
$$\eta_t = \frac{\eta^{\%}}{\eta_{base}} \eta_{base}^*$$

Où  $\eta$  est la valeur calculée du secteur informel,  $\eta^{\%}$  est l'indice obtenu à partir du modèle MIMIC,  $\eta_{base}^{\%}$  est la valeur de l'indice MIMIC correspondant à l'année de base choisie et  $\eta_{base}^*$  est la part de l'économie informelle de l'année de base. L'année de base choisie est 2016, car Medina et Schneider (2018) fournissent une estimation de l'économie informelle pour la Côte d'Ivoire à cette période.

Sur la base des modèles estimés, la part du secteur informel a été calculée à partir des variables significatives. L'estimation a donc été réalisée pour tous les modèles à l'exception des modèles G et H.

L'analyse visuelle montre que l'estimation des modèles allant de A à D indique une représentation assez fidèle de l'économie informelle. Dans un premier temps on remarque que les estimations sont dans la fourchette de 30% à 40%. Ce qui correspond généralement à la littérature sur le sujet. Dans un second temps ces estimations sont assez caractéristiques de la performance macroéconomique de l'économie ivoirienne sur la période, notamment marquée par une succession de pic et de creux autour des années 1999 jusqu'à 2011. On constate également que les activités informelles sont en progression croissante depuis 2011.

Graphique : Evolution de l'économie informelle en Côte d'Ivoire en pourcentage du PIB



Source : auteurs à partir du modèle MIMIC, 2019

## 5. CONCLUSION

Cet article revisite les moteurs de l'économie informelle et estime son poids en Côte d'Ivoire sur la période 1980-2016. Ces objectifs ont été abordés à l'aide de l'approche Multiple Indicateurs Multiple Causes (MIMIC). Cette approche permet, en se servant de l'association entre les causes et les conséquences de l'économie informelle d'estimer sa contribution au PIB. Il ressort des régressions effectuées que le développement financier en particulier l'efficacité des institutions financières, la pression fiscale et l'ouverture commerciale sont les déterminants de l'économie informelle. L'estimation de son évolution sur la période d'étude indique une tendance générale haussière marquée, par une succession de pic et de creux en phase avec les performances macroéconomiques de la Côte d'Ivoire.

En termes d'implication de politiques économiques, il ressort qu'un système financier développé en particulier par une efficacité des institutions financières contribue à réduire l'importance du secteur informel. L'action publique devra se focaliser sur des institutions financières plus efficaces pour amorcer la formalisation. Il ressort des estimations qu'une pression fiscale accrue favorise les activités informelles. À ce niveau les politiques publiques doivent veiller à l'application d'un taux optimal de pression fiscale pour éviter un accroissement des activités informelles.

Concernant l'ouverture commerciale, la théorie économique a démontré que les échanges ne peuvent être que bénéfiques pour les partenaires à l'échange. Dans notre cas une ouverture commerciale encourage les activités informelles. Cela indique qu'on doit repenser la politique commerciale qui pour le moment est basée sur les exportations de matières premières brutes. L'action publique devra entamer une transformation structurelle de l'économie vers un cadre plus réglementé tel que le secteur de l'industrie. Ce résultat va de le même sens que les étapes de la croissance telle que décrite par Rostow dans la mesure où le développement passe par une industrialisation de l'économie.

## BIBLIOGRAPHIE

Abdih, Y. et Medina L. (2013). «Measuring the Informal Economy in the Caucasus and Central Asia», *IMF Working Paper*, WP/17/156

Aspilaire R. (2014). “L’économie Informelle en Haïti : un impact contracyclique sur le PIB ? ”, *Monde en développement*, 166, (2), 101-112

BIT (2002), Travail décent et économie informelle; rapport du Directeur général; Conférence internationale du Travail, 90e session; rapport VI; Bureau International du Travail, Genève

BIT et OIT (2009), Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement, Étude conjointe du Bureau international du Travail et du Secrétariat de l’Organisation mondiale du commerce

Dell’Anno, R. (2007), “the shadow economy in Portugal: an analysis with the MIMIC approach” *Journal of Applied Economics*. Vol X, No. 2, 253-277

Din B. H. (2016) “Estimating the determinants of shadow economy in Malaysia”, *Malaysian Journal of Society and Space*

Elgin C. et Oyvat C. “Lurking in the cities: Urbanization and the informal economy”, *Structural Change and Economic Dynamics* 27 (2013) 36–47

Elshamy H. M. (2015). “Measuring the informal economy in Egypt ”, *International Journal of Business Management and Economic Research(IJBMER)*, Vol 6(2),137-142

FMI (2017), Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance, Études économiques et financières, Fonds Monétaire International

Hassan M. et Schneider F. (2016) “Modelling the Egyptian Shadow Economy: A MIMIC model and A Currency Demand approach”, *Journal of Economics and Political Economy*

Igudia E., Ackrill R., Coleman S, Dobson C (2016). “Determinants of the informal economy of an emerging economy: a multiple indicator, multiple causes approach”, *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 28(2-3), pp. 154-177

Jakobowicz, E (2007) “contributions aux modèles d’équations structurelles à variables latentes“, conservatoire national des arts et métiers Paris, 2007

Medina L., Jonelis A, et Cangul M. (2017) “The Informal Economy in Sub-Saharan Africa: Size and Determinants, IMF Working Paper

Medina L et Schneider, F. (2018) “Shadow Economies Around the World: What Did We Learn Over the Last 20 Years?”, IMF Working Paper

Othmane B. et Mama H. (2016) “An Estimation of the Informal Economy in Morocco”, *International Journal of Economics and Finance*; Vol. 8, No. 9; 2016

Ouédraogo, I.M. (2017) “Governance, Corruption, and the Informal Economy”, *Modern Economy*, 8, 256-271

Schneider F., Buehn A et Montenegro C. E. (2010) New Estimates for the Shadow Economies all over the World, *International Economic Journal*, 24:4, 443-461

Smith N. et Thomas E. (2015) “Determinants of Russia’s Informal Economy: The Impact of Corruption and Multinational Firms”, *Journal of East-West Business*, 21:102–128